

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 OCTOBRE 2023
COMMUNE DE MUSSY-SUR-SEINE

La réunion a débuté le 23 octobre 2023 à 18h30 sous la présidence du Maire, Monsieur PETIT DE BANTEL Henri.

Membres présents :

Monsieur CORNAGGIA Mattéo
Monsieur DESMIER Jean-Louis - Maire-Adjoint
Madame DULIERE Charlotte
Madame FASENTIEUX Sylvie
Madame LOISEAU Marie-Luce - Maire-Adjoint
Monsieur MANCHON Marc
Monsieur PETIT de BANTEL Henri - Maire
Monsieur ROYER Georges

Membres absents représentés :

Madame CHASSAIN Martine Pouvoir donné à Mme DULIERE Charlotte
Madame PETOT Laurence Pouvoir donné à Mme FASENTIEUX Sylvie

Membres absents :

Madame GORCE Sophie
Madame JACQUEL Pascale
Monsieur PASTORET Geoffroy
Monsieur WOTAWA Pierre - Conseiller Municipal délégué

Secrétaire de séance : Monsieur MANCHON Marc

Le quorum (plus de la moitié des 14 membres) étant atteint, la séance est ouverte.

Ordre du jour :

D55_23 - REVISION DU PLU
D56_23 - ADMISSION EN NON VALEUR
D57_23 - DECISION MODIFICATIVE BUDGET EAU ASSAINISSEMENT
D58_23 - ADHESION CONTRAT GROUPE ASSURANCE STATUTAIRE
- Questions diverses

D55_23 - REVISION DU PLU

Monsieur le Maire rappelle l'intérêt pour la commune de disposer d'un PLU et les raisons pour lesquelles il est nécessaire de réviser le PLU de la commune approuvé par délibération en date du 16 octobre 2008 et modifié le 13 juin 2016.

Ce document a été établi dans le cadre de perspectives développement et un contexte territorial qui a évolué notamment en matière d'enjeux de développement urbain et la préservation des espaces naturels et agricoles.

Le PLU doit être compatible avec le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et Egalité des Territoires) du Grand Est et avec le ScoT des territoires de l'Aube (Schéma de

Cohérence Territoriale) et doit notamment redéfinir des objectifs de modération de la consommation d'espace respectueux de ces documents.

Dans ce cadre, Monsieur le Maire précise que la commune a reçu une fiche d'analyse de la compatibilité du PLU avec le Schéma de Cohérence Territoriale des Territoires (SCoT) des territoires de l'Aube réalisé par le Syndicat DEPART. Cette fiche d'analyse met en avant les différents points d'incompatibilité majeurs nécessitant une évolution du document d'urbanisme. Il s'agit notamment de manquement en matière de préservation des espaces de respiration au sein et aux franges des tissus urbanisés et vis-à-vis des enjeux de sobriété foncière. Les surfaces constructibles devront être réduites.

Aujourd'hui, compte tenu des évolutions du cadre réglementaire et législatif, de l'obsolescence de certaines dispositions du document de planification et de ses termes, il apparaît nécessaire d'élaborer un nouveau projet pour le territoire.

En effet, le PLU permettra d'inscrire la planification de la commune dans une nouvelle dynamique plus en lien avec les évolutions sociétales et problématiques territoriales, les préoccupations de transition écologique et de lutte contre le réchauffement climatique. Il s'agit aussi de veiller à la préservation du patrimoine bâti de la commune et de certains édifices singuliers sur le territoire.

Ce PLU permettra surtout de maintenir un cadre de vie de qualité aux habitants.

Au regard du contexte et des enjeux du territoire, Monsieur le Maire propose de réviser le PLU – Plan Local d'Urbanisme – pour créer un outil plus complet et mieux gérer le devenir de la commune.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.103-2 à L.103-6, L.111-3, L.132-7, L.132-9, L.151-31 à L.153-35, R.153-20 et R.153-21,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu la délibération en date du 16 octobre 2008 approuvant le PLU ;

Vu la délibération en date du 13 juin 2016 , approuvant la modification n°1

Considérant qu'au vu des motivations exposées précédemment, l'utilité de procéder à une révision de PLU est nécessaire,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

Article 1

DE REVISER le PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles prévus par le code de l'urbanisme, pour y intégrer les objectifs suivants :

- Intégrer les dernières réformes du code de l'urbanisme, la prise en compte du SCoT des territoires de l'Aube approuvé le 10 février 2020 et entré en vigueur le 29 juillet 2020.
- Viser un développement démographique harmonieux en cohérence avec son identité, la cohésion sociale affirmant ses ambitions de dynamisme et de vitalité locale tout en prenant en compte la capacité de ses équipements et réseaux.
- Intégrer les spécificités communales en matière de développement économique et de valorisation touristique.
- Protéger le caractère traditionnel du bâti ancien et permettre son adaptation aux enjeux

énergétiques et aux besoins des ménages.

- Protéger et valoriser les espaces naturels ainsi que les espaces boisés en participant à la protection de la biodiversité, des continuités écologiques et qualité des paysages.
- Améliorer les conditions de stationnement et de circulation dans la commune.
- Permettre la mise en œuvre des projets communaux (identifier les terrains les plus adaptés à l'agrandissement du cimetière ...).

Article 2

D'ORGANISER la concertation pendant toute la période d'élaboration du PLU par les moyens suivants :

- Mise à disposition du public, aux heures d'ouverture de la mairie :
 - > de documents permettant de prendre connaissance du déroulement des études et de l'avancement du projet,
 - > d'un « cahier d'expression » destiné à recevoir les observations de toute personne intéressée,
 - > du « porter à connaissances des services de l'Etat »
- La création de « pages spéciales PLU » distribuées dans les foyers de la commune pour informer la population de l'avancement du PLU.
- L'organisation d'une réunion publique d'information avant que le PLU ne soit arrêté.

Toute autre forme de concertation pourra être mise en place, si cela s'avérait nécessaire.

A l'issue de cette concertation, le Maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui en délibérera, au plus tard, avant l'arrêt du projet.

Article 3

DE DONNER autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de services nécessaires à l'élaboration du PLU, de confier la réalisation des études nécessaires à un bureau d'études spécialisé en urbanisme dans le respect des règles fixées par le code des marchés publics et de conduire conjointement l'évaluation environnementale.

D'INSCRIRE les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'élaboration du PLU en section d'investissement du budget de l'exercice considéré.

DE SOLLICITER l'Etat afin que les dotations possibles soient allouées pour compenser une partie des frais engagés pour l'élaboration du PLU.

DE SOLLICITER les services de l'Etat dans le cadre de la mise à disposition.

Article 4

D'ASSOCIER les services de l'Etat sur l'initiative du Maire ou la demande du préfet conformément aux articles L.132-10, L.132-11 et L.153-16 du code de l'urbanisme ;

D'ASSOCIER à leur demande les personnes publiques autres que l'Etat à l'élaboration du PLU conformément aux articles L.132-12 et L.132-13 du code de l'urbanisme.

Article 5

Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet,

- au Président du Conseil Régional,
- au Président du Conseil Départemental,
- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
- au Président de la Chambre des Métiers,
- au Président de la Chambre d'Agriculture,
- au Président du Syndicat DEPART chargé de la gestion du SCoT des territoires de l'Aube,
- au Président de la Communauté de Commune du Barséquanais en Champagne

La présente délibération sera transmise pour information aux Maires des communes limitrophes.

Une ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Territoires.

Article 6

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera insérée dans la rubrique « annonces légales » d'un journal diffusé dans le département.

Accord à l'unanimité

D56_23 - ADMISSION EN NON VALEUR

Madame Marie-Luce LOISEAU, 2^{ème} Adjoint, donne lecture des formulaires transmis par la trésorerie de Bar sur Seine pour admission en non-valeur des produits de budget service eau-assainissement.

Après délibération, le conseil municipal,

- **ACCEPTE** l'admission en non-valeur des taxes et produits irrécouvrables suivants :

Pour la somme restant due de 759,98 €

Accord à l'unanimité

D57_23 - DECISION MODIFICATIVE BUDGET EAU ASSAINISSEMENT

Madame Marie-Luce LOISEAU, 2^{ème} Adjoint, rappelle la délibération 30-23 du 24 mai 2023 portant contraction d'un emprunt à court terme, qui nécessite de fait une modification des imputations budgétaires du budget Eaux et Assainissement.

Le Conseil Municipal, après délibération :
Accepte la décision modificative comme suit :

Section de fonctionnement

Dépenses

Article 66111	Intérêts Emprunts	+ 6 300.00 €
Article 61523	Entretien et Réparations réseaux	- 6 300.00 €

Accord à l'unanimité

D58_23 - ADHESION CONTRAT GROUPE ASSURANCE STATUTAIRE

VU la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles 25 et 26 ;

VU le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

VU le mandat donné au Centre de Gestion afin de mener, pour le compte de la Commune, la procédure de mise en concurrence du contrat couvrant les risques financiers encourus par les collectivités en vertu de leurs obligations à l'égard de leur personnel pour la période 2024-2027 ;

VU les résultats obtenus dans le cadre du marché négocié engagé par le Centre de Gestion de l'Aube pour la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires ouvert à adhésion facultative pour la période 2024 – 2027 ;

VU le projet de convention proposé par le Centre de Gestion ;

Monsieur Jean-Louis DESMIER, 1^{er} Adjoint, expose qu'il est dans l'intérêt de la Commune de souscrire un contrat d'assurance garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant ses obligations à l'égard de son personnel en cas :

- de décès ;
- d'accident du travail, maladie professionnelle, maladie imputable au service ;
- de congé de longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie ;
- de congé maternité, paternité, adoption ;
- de maladie ordinaire, accident de vie privée.

Il rappelle à ce propos que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune les résultats du marché négocié qu'il a engagé pour le renouvellement de son contrat groupe d'assurance des risques statutaires ouvert à adhésion facultative pour la période 2024 - 2027.

Le marché a été attribué au groupement : **CNP Assurances – RELYENS (ex SOFAXIS)**.

Durée du Contrat : **4 ans** à compter du 1^{er} janvier 2024 avec une garantie de taux de 2 ans.

Régime du contrat : **capitalisation**.

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de **6 mois**.

Pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL

RISQUES GARANTIS : Tous les risques

TAUX DE REMBOURSEMENT : 100 %

FRANCHISE : **15 jours consécutifs** par arrêt en maladie ordinaire.

TAUX : **7,89 %**

Pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL et agents non titulaires de droit public effectuant plus ou moins de 200 heures par trimestre (IRCANTEC)

RISQUES GARANTIS : Tous les risques

TAUX DE REMBOURSEMENT : 100 %

FRANCHISE : 10 jours par arrêt en maladie ordinaire

TAUX : 1,35 %

Il propose en conséquence à l'assemblée d'accepter l'adhésion au contrat groupe proposé et d'autoriser une délégation de gestion au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aube, lequel peut assurer un certain nombre de missions de gestion dans le cadre du contrat d'assurance susvisé, en vertu de l'article 25 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, ces missions étant définies dans la proposition de convention de gestion établie par le Centre de gestion.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE D'ADHERER, à compter du 1^{er} janvier 2024**, au contrat groupe proposé par le Centre de Gestion pour la couverture des risques financiers qu'encourt la Commune en vertu de ses obligations statutaires susmentionnées, pour :

- les agents affiliés à la **CNRACL**
- les agents affiliés à l'**IRCANTEC**

- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer le contrat d'assurance à intervenir avec le groupement CNP Assurances (compagnie d'assurance) – RELYENS (intermédiaire d'assurance) déclaré attributaire du marché conclu par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aube, ainsi que toutes pièces annexes,

- **DELEGUE** au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aube la tâche de gérer le marché public d'assurance précité du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2027, dans les conditions prévues par la convention de gestion jointe.

- **AUTORISE** le Président ou son représentant à signer la convention de gestion établie entre le Centre de Gestion de l'Aube et la Commune.

Accord à l'unanimité

Questions diverses

- **Remerciements :**

Monsieur Georges ROYER, 3^{ème} Adjoint, informe le conseil municipal des remerciements adressés par « Appui Santé Aube » pour la subvention allouée à la lutte contre la maladie d'Alzheimer.

- **Projet d'implantation d'un city-stade :**

Monsieur Georges ROYER, Madame Charlotte DULIERE, conseillère municipale et Madame Ingrid VICTORIO, secrétaire de mairie ayant en charge le projet d'implantation d'un « city stade » sur le territoire de la commune, ont assisté à l'inauguration du city-stade de la commune de Laignes.

Monsieur ROYER explique au conseil municipal qu'une subvention pourrait être accordée à la commune à hauteur de 80%. Il ne resterait donc à charge de la commune que 20% du montant des infrastructures.

Il présente un projet avec photos et descriptif.

Il explique qu'une convention peut également être signée avec les écoles afin d'obtenir d'autres subventions. (Le maire en informera la directrice des écoles le jeudi 26 octobre).

Monsieur Marc MANCHON, conseiller municipal, demande s'il est prévu d'installer des caméras de surveillance sur le site du city stade si le projet abouti.

Monsieur ROYER répond qu'il va étudier cette possibilité. Il précise également qu'il est envisagé d'installer un panneau d'accueil pour sensibiliser les usagers à la sauvegarde des installations.

Messieurs Marc MANCHON et Matteo CORNAGGIA encouragent vivement ce projet.

- **Mise à disposition du stade :**

Monsieur Jean-Louis DESMIER informe le conseil municipal qu'il a refusé de mettre le stade municipal à disposition des écoles pour des questions de sécurité, le bâtiment n'étant plus aux normes et le terrain présentant des dangers.

Les sujets étant épuisés, le Maire lève la séance à 19h10.

Monsieur MANCHON Marc
Secrétaire de séance



Monsieur PETIT DE BANTEL Henri,
Maire

